

[Texte]

toward a situation of recognition of Communist China.

It is not a matter any more of the morality of the Communist Chinese, or their attitude toward international society or anything like that; it is essentially a matter of what we are going to do about Taiwan. As I understand it, the Communist Chinese have picked up this invitation from Canada to negotiate diplomatic recognition for one purpose only: if they can persuade the Canadians to recognize their claim to Taiwan, they will be in a stronger position to bargain on similar terms with the United States when the time comes, as it must inevitably come.

The ambiguity—and I have used stronger words—about the Canadian position is that we are trying to play it both ways. We are trying to recognize Communist China without stating how we feel about Taiwan. Essentially, I do not think the Communist Chinese really care very much whether or not recognition comes to pass and they are saying: “The day that you recognize our claim to Taiwan and the offshore islands, then we will exchange diplomatic representatives.” If you do not want to do that, it does not really matter very much to Communist China anyway. What the United States policy makers really want to avoid, I think, is having us recognize Peking’s claim to Taiwan and the offshore islands.

Mr. Fairweather: You will notice questions jump around, at least mine do. I have been interested for a long time in province-state—I do not want to use the word relations—in the sense that because of the many interactions between our two countries, and this is strictly constitutional, in areas like trucking and selling and buying and securities marketing in this country, there are a tremendous number of opportunities, not only opportunities, but ways in which state and province, particularly in the regions of Canada, have to be developed to quite an extent. I am interested that this sort of happens ad hoc, and you know it is never written about, or perhaps it is just that I do not know of any writing about it. What do you think about this? Is this a valid concept of mine that, say, in the Atlantic Provinces of Canada with very close trading connections with New England, the problems of interstate trucking and international trucking are really province-state and not international?

[Interprétation]

pas tout le monde. La raison pour laquelle tout le monde n'est pas content, est, à mon sens, parce que les États-Unis s'acheminent vers une attitude de reconnaissance de la Chine communiste.

Il ne s'agit plus de mettre en cause la moralité de la Chine communiste ou de leur attitude vis-à-vis de la société internationale ou de question de ce genre, il s'agit surtout de savoir ce que nous allons faire au sujet de Taïwan. Tel que je crois le comprendre, les Chinois communistes ont utilisé cette invitation du Canada à négocier une reconnaissance diplomatique pour une seule raison. Ils espèrent que s'ils peuvent persuader les Canadiens de reconnaître leurs revendications au sujet du Taïwan, ils se trouveront en meilleure situation pour négocier, sur une base semblable, avec les États-Unis, lorsque le moment arrivera, du fait que ce moment doit inévitablement arriver.

L'ambiguïté—et j'ai utilisé des mots plus forts—au sujet de la position du Canada, c'est que nous essayons de ménager les deux côtés. Nous essayons de reconnaître la Chine communiste sans dire quels sont nos sentiments au sujet du Taïwan. Essentiellement, je ne crois pas que la Chine communiste s'intéresse de savoir si nous acceptons ou non de la reconnaître et elle dit: «Le jour où vous reconnaîtrez notre revendication au sujet de Taïwan et des Îles au large de la côte, alors nous échangerons des représentants diplomatiques». Si vous ne voulez pas agir ainsi, cela n'a pas beaucoup d'importance pour la Chine communiste de toute façon. Je crois que ce que veulent éviter les décisions en matière de politique aux États-Unis c'est que nous reconnaissons les revendications de Pékin au sujet de Taïwan et des Îles au large de la côte.

M. Fairweather: Vous vous rendez compte comme la question se déplace comme les balles de ping pong, tout au moins les miennes. Je me suis longtemps intéressé à la situation province-état,—je ne veux pas utiliser le mot relation,—en ce sens que du fait qu'il existe beaucoup d'interaction entre nos deux pays, dans le domaine strictement constitutionnel, dans des domaines tels que le camionnage et la vente et l'achat et le marché des actions dans ce pays. De ce fait, il existe aussi d'immenses possibilités, non seulement de possibilités, mais aussi de moyens, grâce auxquels l'État et la province, particulièrement dans les régions du Canada, qui devraient être exploitées d'une façon beaucoup plus importante. Je suis content de voir que l'on procède ainsi dans des cas particuliers, car vous le savez, on ne le publie jamais par écrit, ou, peut-être, est-ce parce que je n'ai pas eu connaissance d'article à ce sujet. Que pensez-vous de cette idée? Est-ce qu'il y a là une idée valable, lorsque je dis, par exemple, que dans les provinces de l'Atlantique au Canada, où les rapports commerciaux avec l'Angleterre sont très